REPÈRES CLÉS D’HISTOIRE

**Les définitions**

Le sionisme

« […] L’expression politique de la volonté des Juifs d’Europe de créer **un État pour le peuple juif**. […] »

**CLOAREC** (Vincent) et **LAURENS** (Henry), *Le Moyen-Orient au XXe siècle*., 2000-2003, Paris, aux éditions Armand Colin / HER (2000) et Armand Colin / VUEF (2003), collection « U », 255 pages, pages 23 *et sq*. ISBN 2-200-26614-6.

C’est le journaliste **Théodore HERZL** qui donne au sionisme ses premières réalisations concrètes. Juif hongrois envoyé couvrir « l’Affaire Dreyfus » (1896-1905) par son journal viennois, il publie **(1896) *L’État des Juifs***. En 1897 il organise à Bâle (SUISSE) le **1er Congrès sioniste mondial** qui propose d’établir un foyer national juif (C’est-à-dire, à moyen terme, un État) en Palestine, alors occupée par les Turcs ottomans. Il meurt avant de voir son œuvre réalisée mais son action a permis de faire reconnaître les revendications juives au sein du jeu diplomatique international.

Son action rencontre un **vif écho au sein de la communauté juive d’Europe**. Celle-ci est l’objet de discriminations fortes. En Europe de l’Ouest l’égalité civile a été acquise tout au long du XIXe siècle pour les Juifs mais l’antisémitisme perdure. Comme en témoigne l’Affaire Dreyfus. En Europe centrale et en Europe orientale les discriminations sont légales. **Dans l’Empire russe et en Roumanie, les massacres antijuifs (Pogroms) se multiplient (1881).** Les Juifs sont parqués dans des communautés rurales bien définies et en ville interdits d’emplois publics. Les Juifs sont également suspectés par les polices des empires de structurer la révolution marxiste : **après la révolution manquée de 1905 en Russie les persécutions s’intensifient**.

Parallèlement des actions sont menées en Palestine par des Juifs européens pour soutenir les communautés juives d’Orient : **l’Alliance israélite universelle (1864) installe des écoles**, des établissements de formations professionnelles (Comme l’école agricole *Mikveh Israël* à Jaffa en Palestine) et des colonies agricoles. Ces dernières accueillent déjà des Juifs européens. **Le baron Edmond de ROTHSCHILD finance ces colonies agricoles** modernes mais encore peu rentables.

**La France et la Grande-Bretagne soutiennent cette colonisation** car elles pensent que la migration juive en Palestine va permettre l’affaiblissement de l’autorité ottomane en Palestine et le renforcement de la leur : la France accorde la protection consulaire aux établissements et aux colonies de l’Alliance Israélite Universelle et la Grande-Bretagne finance la ***Jewish Colonization Association*** (ICA) créée par le baron de HIRSCH. **On compte cependant moins de 3000 colons juifs en Palestine à la « Belle époque » (1896-1914)**.

La presse arabe rend compte régulièrement des thèses sionistes. À partir de 1907 (VIIIe Congrès sioniste tenu à La Haye) les partisans d’une colonisation intensive de la Palestine sans passer par l’accord diplomatique de la France et de la Grande-Bretagne emportent la majorité. **Les nouveaux colons juifs de Russie, aux idéaux socialistes, et dotés d’une solide formation intellectuelle et politique, entrent en conflit avec les populations arabes locales** (Émeutes de Jaffa, 1908). Les colonies juives de Palestine visent alors l’autosuffisance financière et alimentaire et cessent d’employer des manœuvres arabes.

Les Juifs installés en Palestine veillent à garder des contacts avec les organisations arabes d’opposition au Turcs ottomans (« Parti de la décentralisation administrative ottomane », basé au Caire en Égypte par exemple) : le Congrès Arabe de Paris (1913) ne se prononce pas sur le sionisme, alors même que sur place les communautés juives et arabes sont déjà en conflit.

**La *Déclaration Balfour* (1916-1917)** qui promet **« l’établissement en Palestine d’un foyer national pour le peuple juif »** s’inscrit donc dans la **logique du sionisme originel** : avoir l’aval des puissances, construire un État pour les Juifs en Palestine, négocier avec les Arabes de l’extérieur plutôt qu’avec les communautés arabes locales.